

Comment l'Espagne s'est déconstruite

La motion de censure votée le 1^{er} juin contre le chef du gouvernement Mariano Rajoy, provoquant son renversement, révèle l'état de déliquescence du pays enclenché depuis des décennies, estime l'écrivain et universitaire Jordi Bonells

Par JORDI BONELLS

L'état de déliquescence politique dans lequel se trouve aujourd'hui l'Espagne est l'aboutissement d'un processus de déconstruction qui a débuté avec la crise économique et financière de 2008-2010 mettant à nu les failles d'une société, encore en proie à son passé, faute d'avoir su l'affronter autrement qu'à la manière des autruches.

Le premier symptôme de ce processus est celui de la déconstruction en accéléré, sous les effets dévastateurs de la crise, des classes moyennes espagnoles, surfant jusqu'alors, dans un état d'euphorie et d'autocontentement immodérés, sur les différentes

bulles économique-financières et immobilières des années Aznar (Parti populaire, PP) (1996-2004) et du premier mandat du socialiste José Luis Zapatero (2004-2008). Des bulles à l'ombre desquelles s'est développée une corruption politique tentaculaire, dont on assiste aujourd'hui aux derniers avatars politico-judiciaires : arrestation et mise en examen, le 22 mai, d'Eduardo Zaplana, ex-président de la

Généralité [gouvernement régional] de Valence (1995-2002) et ancien ministre du deuxième gouvernement Aznar (2002-2004) ; sentence condamnatoire du 24 mai [par l'Audience nationale, la haute cour espagnole] contre le PP [parti auquel appartient Mariano Rajoy] dans le cas dit « Gürtel », sans oublier les enquêtes en cours sur les malversations et pots-de-vin au sein de la Généralité catalane sous la présidence du nationaliste Jordi Pujol (1980-2003).

La brutalité de la crise a fragilisé non seulement les certitudes des classes moyennes espagnoles, mais surtout leur assise sociale. « *Sauve qui peut* » est devenu leur cri de guerre face à une dégringolade économique qui faisait voler en éclats leur mode de vie. Et en pleine crise de nerfs, pour paraphraser Pedro Almodovar, elles se sont mises à chercher à tout-va des responsables à leur malheur immédiat : les Catalans pour certains, les Espagnols pour d'autres, ou encore la caste ou les élites ou l'Europe...

FRASQUES DE JUAN CARLOS

Le deuxième symptôme est apparu au cœur même de la monarchie espagnole, questionnant ses fondements. Le roi Juan Carlos incarne à lui seul les contradictions d'un pays majoritairement non monarchique, qui a accepté la monarchie en 1978 – donc une certaine continuité avec la période précédente – comme le meilleur moyen de garantir la stabilité politique et de passer l'éponge après presque quarante ans de dictature. Certes, issu du franquisme, Juan Carlos a su s'en détacher. Encore faut-il être exemplaire en tou-

tes circonstances. Car, sans exemplarité, le passé se rappelle vite à l'ordre. Et ce passé, qu'on le veuille ou non, le rattache à Franco. Or, dire que la fonction lui est montée à la tête serait peu dire tant il s'est cru tout permis. Ses frasques érotiques, son outrecuidance, ses

safaris malheureux, ses dépenses obscènes à un moment où la crise faisait des ravages, ses réseaux familiaux et d'amitié qui y ont vu une possibilité de gains pas toujours très catholiques ont rapidement fait voler en éclats un prestige qui semblait pourtant bien établi.

Voilà donc qu'en 2014, il cède la place à son fils, Felipe VI : il est jeune, il est beau... et il parle anglais. Que demande le peuple ! Mais le passif est trop lourd, et le roi Felipe a beau vouloir mettre un peu d'ordre dans la maison, il oublie un peu vite qu'un roi n'a pas d'amis et encore moins si ces derniers sont dans les affaires. Qu'à cela ne tienne, la question catalane vient à point nommé, lui offrant la possibilité de consolider son aura, tout comme la tentative de coup d'Etat du 23 février 1981 avait permis à son père d'asseoir la sienne.

Mais, par ses prises de position, par

LA BRUTALITÉ DE LA CRISE A FRAGILISÉ LES CERTITUDES DES CLASSES MOYENNES ESPAGNOLES, MAIS AUSSI LEUR ASSISE SOCIALE

son ton, au lieu d'un garant, il est apparu aux yeux de beaucoup (pas seulement les Catalans ou les catalanistes) comme un partisan. Il n'en fallait pas plus pour déconsidérer un peu plus la monarchie : « *Passons à autre chose* », semblent se dire de plus en plus d'Espagnols.

IMPLOSION DES PARTIS POLITIQUES

Et qu'en est-il de la crise catalane ? Elle a permis de mettre en évidence un profond processus de déconstruction identitaire qui ne date pas d'aujourd'hui, loin s'en faut. Ne débattons pas ici pour savoir qui a tort, qui a raison. Contentons-nous de souligner seulement que cette crise a débouché sur un double sentiment de rupture identitaire. Beaucoup d'Espagnols voient les Catalans comme les Shylock de l'Espagne [un riche usurier juif dans *Le Marchand de Venise*, de Shakespeare], ils n'hésitent donc pas à s'en prendre à eux, sans nulle retenue et sans oublier de commencer leurs phrases

par un : « *J'ai beaucoup d'amis catalans, mais...* » Les Catalans de leur côté perçoivent les Espagnols comme de nouveaux Torquemada [moine dominicain qui joua avec zèle les grands inquisiteurs au XV^e siècle], laissant suinter au passage un racisme latent comme en témoignent les Tweet anti-Espagnols du nouveau président de la Généralité, Quim Torra.

Dans ce marasme, l'espace politique n'est pas en reste, se déconstruisant lui aussi. Les partis traditionnels, PP, de droite, et PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), de gauche, qui se sont partagé le pouvoir quatre décennies durant, implosent à vue d'œil. Il faut dire

que la médiocrité de leurs dirigeants n'a pas peu contribué à cette situation. Et l'Etat qu'ils ont bâti à leur image, au fil des ans, se voit de même menacé d'implosion. Les coutures sautent là où ça serre : déficit croissant du politique, avec un dangereux déplacement vers le judiciaire dans la résolution des conflits ; justice tiraillée entre soumission au pouvoir et sentiment de toute-puissance ; rétrécissement des libertés dans l'espace public ; parlementarisme creux ; gangrène institutionnelle du fait de la corruption...

Dès lors, faut-il s'étonner que deux jeunes formations, l'une de droite, Ciudadanos, l'autre de gauche, Podemos, aient le vent en poupe ? Elles cristallisent les mécontentements, les attentes, les angoisses aussi. Il n'est pas dit qu'elles puissent apporter des solutions. Le moment est certainement mal choisi. L'Espagne se délite dans une Europe qui a du mal à se trouver. Ce n'est pas de bon augure, ni pour l'Espagne ni pour l'Europe. ■



Jordi Bonells est un auteur franco-espagnol et professeur de littérature et civilisation espagnoles. Il a notamment écrit « *Les Nationalismes espagnols (1876-1978)* » (Editions du Temps, 2001) et « *La Folie des autres* » (Robert Laffont, 2018)